Échéances politiques à propos de la stratégie énergétique de la Suisse.

Une stratégie se caractérise par la définition de buts à atteindre et la description des voies à suivre pour y arriver. Un plan de mise en œuvre est nécessaire pour mobiliser les ressources —femmes, hommes et monnaie— en quantité et qualité ainsi qu'en temps opportun.
Toute stratégie basée sur des moyens manquants ou non évalués s'appelle une utopie. La stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral est utopique.

Dans le cas de l'approvisionnement énergétique de la Suisse et de sa consommation de carburants et d'électricité le but n'est pas vraiment connu.
Pour les idéologues il s'agit de sauver la planète des horribles influences que l'espèce humaine lui impose : sortir du nucléaire, corriger le climat.
Pour d'autres, parasites se nourrissant sur la bête, c'est l'opportunité de développer des affaires qui, sans cette stratégie dûment subventionnée par les ~~pouvoirs publics~~ contribuables, resteraient non rentables.
Une alliance bizarre se fait entre les idéologues et les parasites, systématiquement soutenue par l'administration fédérale, afin de convaincre gouvernements, parlementaires et bon peuple qu'il n'y a qu'une voie à suivre et qu'une transition énergétique est nécessaire.

Or il n'en est rien.

Sortir du nucléaire est une obsession peureuse, causée par la frayeur que cette technologie inspire, par les mensonges répétés à propos des accidents passés, ainsi que par l'irresponsable volonté de ne pas désirer quelque solution que ce soit au problème des déchets nucléaires, alors que leur utilisation, traitement et gestion sont possibles.
Le climat n'est que marginalement modifié par les émission de gaz dits à effet de serre que l'industrie humaine provoque.
Les réduire et chambouler notre approvisionnement et notre consommation d'énergie n'aura que des effets insignifiants et ne saurait corriger l'évolution du réchauffement qu'au mieux de un ou deux dixièmes de °C à la fin du siècle.
Par ailleurs personne ne connait vraiment les causes principales de ce réchauffement ni ne sait s'il va perdurer et si ses conséquences seront bénéfiques ou néfastes.

Pourtant on fonce tête baissée

La stratégie n'est qu'un vœux de faire changer notre mode de production et de consommation alors même que rien ne justifie cette idée.
Elle n'est pas quantifiée ni ne fait l'objet d'un projet concret malgré les abondants et coûteux rapports qui ont été produits à ce sujet.
Plus personne n'ose remettre en question les affirmations mensongères à propos de l'environnement et du climat.
Les énergies renouvelables intermittentes, photovoltaïque et éolien, ne sont pas la solution ; elles mènent à des investissements pharaoniques nécessaires pour production-stockage -restitution-réseau et à une instabilité programmée de l'approvisionnement.
Subventions et mesures d'incitation négatives (taxes) sont pourtant discutées avec âpreté, alors que c'est le tout qui est fondamentalement inutile, et très néfaste pour notre développement économique.

Échéances politiques:

- ☑ 25 septembre 2016, le peuple refuse avec 63,6% des voix l'initiative «pour l'économie verte(sic)». Bravo !
- ☐ 30 septembre 2016, le Conseil des États vote, ou non, la révision de la loi sur l'énergie. Si c'est le cas un référendum devra être lancé.
- ☐ 27 novembre 2016, le peuple sera bien inspiré de refuser l'initiative «sortir du nucléaire»
- ☐ 30 novembre 2016, fin du délai de consultation à propos de la ratification de l'accord de Paris sur le climat et la révision de la loi sur le CO_2.
  À ne pas ratifier !
- ☐ 30 décembre 2016, fin du délai référendaire pour retoquer la loi sur l'énergie.
  50'000 signatures nécessaires !

Transition énergétique inutile et dispendieuse.
Prière de ne pas voter la loi sur l'énergie proposée par le Conseil fédéral !

© Michel de Rougemont, 29.9.2016